

Avis d'experts

3 questions à Jean-Hervé Lorenzi

[Professeur d'économie à l'Université de Paris Dauphine et
Président du Cercle des Economistes]

*« L'agriculture est un des piliers stratégiques,
politiques et sociaux de notre pays »*

Comment l'économiste que vous êtes, voit-il la mondialisation et la crise que traverse l'Europe ?

La crise que nous connaissons s'est développée en trois temps. Elle s'est tout d'abord révélée il y a quatre ans, avec une sorte d'étincelle : ce fut la crise des *subprimes*, en août 2007. Puis, on a eu une deuxième explosion au moment de la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008. Enfin, nous avons connu tout au long des mois de juillet et août 2011 une crise portant aussi bien sur les marchés financiers que sur l'économie réelle. Trois incertitudes sont en effet venues bouleverser l'été : la dégradation de la note américaine par S&P, la révision des prévisions macro-économiques pour les pays développés et la difficulté de gestion de la crise par les hommes politiques américains et européens.



L'Europe parviendra à sortir de cette instabilité grâce à une réforme et surtout une stabilisation du système monétaire international, une gestion nouvelle de ses dettes publiques ainsi qu'un assainissement de son système bancaire.

Avez-vous un remède - ou des remèdes - à nous proposer contre la crise ?

On peut aborder la crise selon trois angles d'attaque. Au niveau mondial, la solution à cette instabilité semble résider dans l'établissement d'un G20 efficace et modeste. Nous pourrions

également repenser le rôle des agences de notation et les compléter par des observations du FMI. Au niveau européen, la situation est moins grave qu'il n'y paraît. La solution actuelle face à l'endettement massif serait d'émettre des Eurobonds, tout en évitant les problèmes inhérents à cette mutualisation de la dette comme l'aléa moral par exemple. L'Europe doit également résoudre trois problèmes majeurs, à savoir mettre en place une politique réaliste pour la Grèce, résoudre le problème des liquidités en Italie et en Espagne et se préparer à une période de croissance faible. Enfin, au niveau français, nous devons utiliser nos deux principaux atouts : une forte démographie et une épargne abondante.

Dans le contexte actuel, comment se dessine, selon vous, l'avenir de l'agriculture ?

Tout d'abord, on ne peut limiter l'agriculture à sa seule fonction économique ou à sa place dans l'emploi national. L'agriculture est certes une composante économique, mais c'est aussi un des piliers stratégiques, politiques et sociaux de notre pays.

Il faut ainsi penser un modèle agricole cohérent et efficace pour la France. Je pense notamment à une agriculture ouverte sur le monde : nous bénéficions d'avantages comparatifs dans les grandes cultures et les cultures spécialisées. A nous de tirer parti de cette force. Par ailleurs, il faut nous adapter aux nouvelles exigences européennes : la PAC a donné à l'Europe son indépendance agricole mais ne sera pas éternelle. Il faut donc imaginer dès aujourd'hui une politique agricole cohérente pour les années à venir. Cette réorganisation soulève des questions de société : Comment garder notre indépendance alimentaire ? Qui doit financer les politiques agricoles ? Comment agir de concert avec nos homologues européens ? Tout ceci doit être débattu au niveau national et communautaire.

Propos recueillis par Cynthia Kari

Décembre 2011